

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

ARRETE N° 2024/224

ARRETE TEMPORAIRE  
PORTANT  
REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION  
RUE EMILE ZOLA

AUTORISATION  
D'OCCUPATION ET  
REGLEMENTATION  
TEMPORAIRE DE VOIRIE

Mis en ligne le :

**30 JUL. 2024**

## LA MAIRE DE MONDEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2122-22, L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-1 et suivants,  
Vu le Code de la route, et notamment les articles L. 411-1, R. 411-21-1 et R. 411-25,  
Vu le Code de la voirie routière, et notamment les articles L.113-2 et L. 115-1,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière prise pour son application,  
Vu l'arrêté municipal n°2020-77 du 19 juin 2020 portant délégation à M. Serge RICCI, sixième adjoint, délégué aux affaires foncières, à l'urbanisme opérationnel et aux travaux,  
Vu la demande en date du 25 juillet 2024 présentée par la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage de la Communauté Urbaine Caen La Mer pour l'entreprise MASTELLOTTO, représentée par Monsieur Didier MARIE en qualité de conducteur de travaux, concernant l'exécution de travaux de réfection de voirie, rue Emile Zola, entre le rond-point de l'Europe et le chemin de la Cavée à MONDEVILLE,  
Considérant les difficultés de circulation engendrées par ces travaux,  
Considérant les déviations mises en place pour le contournement de ce secteur,  
Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de veiller à la sûreté et la commodité du passage sur la voie publique,  
Considérant que, dans l'intérêt de l'ordre et la sécurité publique et pour la bonne exécution de ces travaux, il importe d'autoriser l'occupation du domaine public et de réglementer temporairement la circulation,

## ARRETE

**Article 1er :** Du lundi 19 au dimanche 25 août 2024, la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes de PTAC est interdite rue Emile Zola, entre le rond-point de l'Europe et le chemin de la Cavée à Mondeville.

**Article 2 :** Des déviations devront être mises en place par la société MASTELLOTTO.

**Article 3 :** La société MASTELLOTTO est chargée de procéder ou de faire procéder par son ou ses représentant(s) à la mise en place, à l'entretien et au retrait de la signalisation et des dispositifs techniques nécessaires à l'application du présent arrêté qui sera, en outre, affiché sur site par leurs soins.

**Article 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Les restrictions de circulation décrites ci-dessus ne s'appliquent pas aux véhicules d'intervention et de secours, qui pourront circuler librement en toutes circonstances.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit auprès du tribunal Administratif de Caen, en version papier ou par téléprocédure via l'application « Télérecours citoyens » accessible sur internet à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou du rejet du recours gracieux par l'administration.

**Article 6** : Madame la Directrice générale des services municipaux, Monsieur le Directeur de la police municipale de la Ville de Mondeville et Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale à Caen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur l'Inspecteur des Services d'Incendie et de Secours ;
- Monsieur le directeur de TWISTO/KEOLIS ;
- La Direction de la Maitrise d'Ouvrage de la Communauté Urbaine Caen La Mer;
- L'entreprise MASTELLOTTO.

Fait à Mondeville, le **30 JUIL. 2024**

Pour la Maire et par délégation,  
L'adjoint délégué aux affaires foncières,  
à l'urbanisme opérationnel et aux travaux,  
Serge RICCI

